

## Silvio, Jésus et les fascistes : l'Italie en campagne électorale<sup>1</sup>

***Berlusconi, stop ou encore ? En vue des législatives des 9 et 10 avril, le « Cavaliere » ne recule devant rien pour faire du scrutin une consultation de type plébiscitaire pour ou contre lui. Au point de poser au martyr et de faire alliance avec des fascistes. Son one man show suffira-t-il à faire mentir les sondages ?***

Personne ne sait s'il marchera sur l'eau d'ici les élections législatives des 9 et 10 avril prochain. Mais s'il le fait, on peut être sûr que toutes les chaînes de télévision de la péninsule seront conviées à l'événement. Silvio Berlusconi n'hésite devant rien pour occuper le devant de la scène. Récemment, lors d'un dîner, il s'est ainsi présenté *comme le « Jésus-Christ de la politique, une victime patiente qui supporte tout, qui se sacrifie pour tous. »* Avant de se poser en martyr : *« je me sacrifie pour vous parce que je pourrais avoir une vie beaucoup plus amusante. »* Tant qu'à faire, il s'est aussi comparé à Napoléon et Winston Churchill. Et à destination des midinettes, le chef du gouvernement italien a composé une petite chanson d'amour dédiée à miss Italie.

Donné perdant dans les sondages, le chef de file de la droite se multiplie, à ce point omniprésent sur les écrans et les murs qui reproduisent à l'infini son sourire enjôleur, qu'on lui attribuerait presque un don d'ubiquité. Sans doute inspiré par la scénographie papale, il ne dédaigne pas non plus une petite apparition médiatisée à la fenêtre de la présidence du Conseil, devant de jeunes militants rameutés pour la circonstance.

Berlusconi superstar ? Si le magnat de la finance a tout à coup des révélations, son évangile est loin d'être un modèle de justice et l'honnêteté n'est pas sa vertu cardinale. A un peu plus d'un mois du scrutin, le messie multiplie non pas les petits pains mais les coups de barre à droite. Menacé sur sa gauche, le risque de se faire exclure du pouvoir provient tout autant de sa propre coalition, la Maison des libertés. Celle-ci est tiraillée entre les séparatistes de la Ligue du nord, les centristes ex-démocrates chrétiens de l'UDC et les post-fascistes recyclés d'Alliance nationale(AN). Au cours de la dernière législature, le chef de Forza Italia a dû engager à 27 reprises la responsabilité de son gouvernement. Pour sauvegarder son leadership, le « Cavaliere » a récemment fait passer en cascade une série de textes censés satisfaire tous ses alliés: réforme de la légitime défense favorisant l'usage des armes personnelles, retour au système électoral proportionnel, énième révision de la procédure pénale, durcissement de la répression des drogues douces, nouvelle loi sur le financement des partis qui permet de recevoir jusqu'à 50 000 euros de dons en toute discrétion.

Pour la turbulente Ligue du Nord, une réforme votée en automne a déchargé l'Etat d'une série d'obligations dans les domaines de la santé, de l'école ou de la police locale, mettant ainsi en grandes difficultés les provinces pauvres. Avant tout dans ce Mezzogiorno haï des autonomistes de Padanie. Le parti xénophobe vient de remettre cela en posant de nouvelles exigences sur *« la défense des racines chrétiennes de l'Europe »* ou le *« fédéralisme fiscal »* qui vise à casser les éléments de solidarité entre régions riches et pauvres. Le porte-parole du Premier ministre a estimé que ces revendications étaient *« en accord avec le programme de Forza Italia. »*

### **Mafia et compagnie**

Il est vrai que les tensions ne manquent pas. L'Alliance nationale de Gianfranco Fini n'a guère apprécié le pacte conclu à la mi-février entre Berlusconi et Alternative sociale, le petit parti fasciste d'Alessandra Mussolini, la petite-fille du Duce. Celle-ci a fait partie d'AN jusqu'en 2004 avant de rompre avec Fini

---

<sup>1</sup> Article paru dans le N° 257 du *Journal du mardi*, 28 février 2006.

quand celui-ci a pris ses distances avec l'héritage de Mussolini. La blonde Alessandra a bien accepté de ne pas figurer sur les listes, comme certains de ses alliés soupçonnés de liens avec le terrorisme d'extrême droite ou qui veulent combattre « *par la répression* » les communistes qui contrôleraient la vie politique de la péninsule. Mais elle a imposé certains points clés de son programme, comme une plus grande sélectivité des aides au Mezzogiorno ou un durcissement des mesures anti-immigrés. Très content de lui, M. Berlusconi a assuré que « *notre album de famille est exemplaire, immaculé.* »

Drôle de famille. Le procureur national anti-mafia, Piero Grasso, a provoqué le scandale en priant les partis politiques italiens de ne pas investir des candidats placés sous enquête ou mis en examen. Il a cité l'exemple de Salvatore Cuffaro, le président de la région Sicile et élu des démocrates du centre (UDC). L'homme est impliqué dans un énorme procès pour « *complicité aggravée avec la mafia.* » Il aurait notamment demandé un pot-de-vin de 2,5 millions d'euros pour l'implantation d'un centre commercial. Une dizaine de ses amis politiques sont également poursuivis pour collusion avec Cosa Nostra. Dont le sous-secrétaire d'Etat au travail et aux politiques sociales dans le gouvernement Berlusconi.

Pour Piero Grasso, proposer des candidats mis en examen serait « *un signe favorable à la mafia, un message d'impunité, de défi à la justice.* » Il ajoute que le scrutin à la proportionnelle, hâtivement mis en place par la majorité pour limiter les dégâts électoraux en cas de victoire de la gauche, « *accroît la responsabilité des partis*<sup>2</sup>. » Commentaire du procureur général du Piémont, ancien chef du parquet de Palerme, « *la force (de la mafia) réside précisément dans les appuis et les couvertures dont elle profite auprès de relais politiques.* »

Tout en convenant que « *la politique doit hausser la garde contre les dangers d'infiltration* », le sénateur de droite Domenico Nania (Alliance nationale) a estimé que « *selon le principe défendu par Grasso, ni Prodi, ni Berlusconi n'auraient pu se présenter candidats.* » Ni, certainement Marcello Dell'Utri, condamné à neuf mois de prison à la fin de 2004 pour complicité mafieuse. Ce monsieur est un des pions majeurs de Forza Italia et un ami intime de Silvio Berlusconi. Il espère bien rester sur son siège de sénateur au soir du 10 avril.

Dans ce contexte, il reste à savoir si la gauche et le centre-gauche réunis dans une *Unione* relativement hétéroclite, sauront rentabiliser leur avantage actuel et répondre aux aspirations d'un électorat tout aussi parcellisé. L'Union est conduite par l'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi et coalise large, des communistes à certains démocrates-chrétiens, des Démocrates de gauche aux verts. « *La route est longue et difficile et rien n'est joué* » commentait voici peu *La Repubblica*. « *Le pays attend beaucoup de Romano Prodi ( ...) Personne n'attend de lui des miracles. Mais il est normal d'attendre du centre-gauche des propositions, des engagements précis autour desquels pourrait se rassembler la majorité des électeurs. Pour cela, le centre-gauche a besoin d'une âme, pas d'un volume de 284 pages.* » Référence à l'énorme programme élaboré dans la douleur et où les électeurs italiens éprouveront sans doute quelques difficultés à discerner l'essentiel de l'accessoire.

---

<sup>2</sup> Les élections se feront désormais à la proportionnelle. Selon l'opposition, cette décision favorisera la majorité actuelle donnée perdante dans les sondages en réduisant l'ampleur de sa défaite. Elle risque de fragiliser la gauche si elle sort victorieuse des urnes. La gauche craint aussi que les deux chambres du Parlement soient dirigées par des majorités antagonistes

## Dix ans de procès

Silvio Berlusconi a été condamné trois fois en première instance. Il a toujours échappé aux sanctions judiciaires. En 1994, il était déjà accusé d'avoir versé des pots-de-vin à la brigade financière. Condamné en 1998 à 33 mois de prison, il était relaxé en appel en 2000 et innocenté en cassation en 2001. Avant cela, en 1995, il était soupçonné d'avoir utilisé une caisse noire pour transférer un joueur à l'AC Milan, son club. En 2002, il bénéficiait de la prescription grâce à une loi votée sur mesure par sa majorité.

En 1995, toujours, année riche, il était accusé de faux en bilan et condamné à 16 mois de prison, avant d'être relaxé en 2000. Une accusation de dissimulation fiscale est prescrite puis couverte par l'amnistie. Il est encore condamné à 28 mois de prison en 1998 pour financement illicite du Parti socialiste italien. Et une fois de plus, son crime sera couvert par la prescription.

En 1996, il est poursuivi en Espagne pour évasion fiscale et infraction à la loi antitrust lors du rachat d'une chaîne télévisée. L'instruction a été suspendue en 2001.

Accusé de corruption de magistrats en 2000, il est relaxé en première instance, grâce à la prescription en 2004. Enfin, il est toujours soupçonné de fraude fiscale sur des achats et des ventes de droits cinématographiques par son groupe Mediaset. L'affaire suit son cours.

## Fragile économie européenne

Les prévisions économiques pour 2006 publiées par la Commission envisagent une croissance en hausse mais une reprise fragile. La facture énergétique pèsera toujours sur les échanges en fragilisant les progrès espérés par les industriels de l'Union sur les marchés asiatiques. La Commission a présenté des estimations pour les cinq plus grosses économies de l'UE, qui représentent 75 % du PIB européen.

Après avoir frôlé la récession en 2005, l'économie italienne retrouverait le chemin d'une timide reprise (1,3 %). Le pays souffre d'années de sous-investissement pour accroître la qualité de ses productions.

L'Allemagne, devrait se contenter d'une croissance de 1,5 %. Si le pays bat des records à l'exportation, la demande intérieure reste faible : le retour de la compétitivité s'est fait au détriment des salaires. Or, une hausse de la TVA a été décidée par le gouvernement Merkel pour 2007.

La France pourrait miser sur une croissance de 1,9 %. Mais Paris table sur une croissance de 2,25 % pour faire revenir les déficits dans les clous du pacte de stabilité.

L'économie britannique devrait continuer à marquer le pas. On parle d'une croissance élevée à 2,4 %, contre 1,8 en 2005. Bruxelles table sur une forte consommation. Mais celle-ci n'a progressé que de 1,3 % l'an dernier et, paradoxalement, sur la hausse des investissements publics annoncée par Tony Blair. Les risques de surchauffe d'une économie portée par le recours au crédit à la consommation – les foyers britanniques sont endettés en moyenne à hauteur de 150 de leurs revenus annuels - ne semblent pas inquiéter la Commission.

La frénésie immobilière en Espagne ne freine pas l'optimisme de Bruxelles. Avec une croissance de 3,1 %, Madrid deviendrait la plus dynamique des économies de l'Union. Mais la consommation reste fragile dans un pays où le travail précaire est le plus élevé en Europe.